

# Revue de presse



**Mardi 25 juillet 2023**



**Feux de forêts: le Président de la République présente ses condoléances aux familles des victimes.**



Le Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a adressé, lundi, un message de condoléances aux familles des citoyens civils et militaires tombés en martyr, suite aux feux de forêt enregistrés au niveau de certaines wilayas du pays.

"C'est avec une grande affliction et un cœur résigné face à la volonté de Dieu Tout Puissant, que j'ai appris la nouvelle tragique du décès de citoyens civils et membres de l'Armée nationale populaire (ANP), suite aux feux de forêt qui se sont déclarés dans certaines wilayas du pays", a écrit le Président de la République.

"Tout en partageant la tristesse et la douleur des familles des victimes et blessés, je prie Dieu Tout-Puissant d'accorder aux défunts Sa sainte miséricorde et de les accueillir en Son vaste paradis aux côtés de ceux qu'Il a comblés de Ses bienfaits, souhaitant prompt rétablissement aux blessés. Puisse Dieu nous accorder à tous patience et réconfort", a ajouté le Président de la République dans son message de condoléances.

"En cette douloureuse épreuve, je présente mes sincères condoléances et mes profonds sentiments de compassion aux familles des victimes, les assurant de la solidarité absolue de l'Etat...A Dieu nous appartenons, à Lui nous retournons".



### **Incendies à Béjaïa: 10 militaires tombent en martyrs et 25 autres blessés.**

Dix (10) militaires relevant d'un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) se trouvant à Beni K'sila, (Béjaïa) sont tombés en martyrs, et vingt-cinq (25) autres ont été blessés lors de l'opération d'évacuation des personnels militaires en compagnie des habitants des mechtas suite aux incendies qui se sont déclarés à Béjaïa, a annoncé lundi le ministère de la Défense nationale (MDN).

"Suite aux incendies qui se sont déclarés à Béjaïa en 5e Région militaire, le 23 juillet 2023, notamment au niveau des communes d'El K'seur et Beni K'sila, où d'importants moyens humains et matériels ont été déployés dès les premières heures, avec l'engagement de deux (02) avions spécialisés dans la lutte contre les incendies ainsi que l'intervention des sapeurs-pompiers de la Protection civile et de détachements de l'Armée nationale populaire, et en raison de l'accroissement de la force des vents délassant les feux de manière aléatoire vers l'emplacement d'un détachement de l'Armée nationale populaire se trouvant à Beni K'sila, il a été procédé à l'évacuation des personnels militaires en compagnie des habitants des mechtas de cette localité dès la matinée de ce 24 juillet 2023 à 04h00", a indiqué le MDN dans un communiqué.

Selon la même source, "lors de cette opération d'évacuation, et du fait de la propagation accélérée des flammes et des fumées, les personnels militaires en compagnie des habitants des mechtas limitrophes se sont retrouvés encerclés par les feux, où malheureusement dix (10) militaires relevant d'un détachement sis à Beni K'sila, sont tombés en martyrs, et vingt-cinq (25) autres ont subi des blessures, plus au moins graves, immédiatement évacués vers les établissements hospitaliers les plus proches".

"En ces douloureuses circonstances, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire adresse, en son nom et au nom de l'ensemble des personnels de l'Armée nationale populaire, ses sincères condoléances aux familles et proches des Chouhada ainsi qu'à l'ensemble de l'institution militaire, priant Allah Le Tout-Puissant, d'accorder aux défunts Chouhada sa sainte miséricorde, de les accueillir en son vaste paradis parmi les martyrs et les valeureux saints et d'octroyer à leurs proches tout le courage et la force en cette pénible épreuve, et souhaitant prompt rétablissement aux blessés", a ajouté le communiqué.



### **L'ambassadrice du Danemark et le Chargé d'Affaires à l'ambassade de Suède à Alger convoqués.**

Le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger a convoqué, lundi, l'ambassadrice du Danemark et le Chargé d'Affaires à l'ambassade de Suède en Algérie, pour leur fait part de la protestation officielle de l'Algérie et sa ferme condamnation de la récurrence des incidents d'autodafé et de profanation d'exemplaires du Saint Coran, indique le ministère dans un communiqué.

"Suite à la récurrence des incidents d'autodafé et de profanation du Saint Coran à Copenhague et à Stockholm, le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger a convoqué, lundi, l'ambassadrice du Danemark et le Chargé d'affaires à l'ambassade de Suède en Algérie, afin de leur faire part de la protestation officielle de l'Algérie et de sa ferme condamnation de ces actes immoraux et inciviques qui visent tout ce qui est sacré pour les musulmans partout dans le monde", note la même source.

Il a également été porté à la connaissance des diplomates que de tels actes "de par leur nature effroyable et abjecte, ne relèvent nullement de la liberté

d'expression, comme le prétendent à tort ceux qui les défendent, les prônent et en tirent profit".

Dans le même contexte, le ministère a souligné qu'"il est inadmissible que la liberté d'expression serve de couvert pour protéger les auteurs de ces crimes odieux".

A cette occasion, le ministère a réaffirmé la demande de l'Algérie aux autorités des deux pays de "prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher la récurrence de tels actes, honnis par toutes les religions monothéistes, les lois et les us internationaux".

Il a également été souligné que "ces actes répréhensibles, contraires aux valeurs de tolérance et de coexistence, sont de nature à raviver la haine et nourrir l'islamophobie", a conclu le communiqué.



### **Paiement électronique : L'Anca mène une campagne de sensibilisation**

L'Association nationale des commerçants et artisans (Anca) a organisé, ce lundi à Alger, une rencontre thématique sur le paiement électronique avec la participation du groupement d'intérêt économique monétique (GIE Monétique), de l'Association des banques et établissements financiers (Abef) et de la Direction générale des impôts (DGI).

Le président de l'Anca a fait savoir lors de cette rencontre que son Association a engagé, depuis mai dernier, une opération de sensibilisation auprès des commerçants afin de les inciter à adopter les moyens de paiement modernes et à adhérer au processus de numérisation initié par les pouvoirs au profit de tous les secteurs économiques du pays. Tout en rappelant les instructions du président Tebboune sur la nécessité d'accélérer la numérisation et la généralisation des moyens de paiement électronique, Tahar Boulenouar a annoncé la constitution prochaine au sein de l'Anca d'une commission chargée de suivre la mise en œuvre des opérations de numérisation dans le secteur du commerce, ainsi que le lancement de plusieurs applications numériques spécifiques à chaque activité commerciale.

Pour sa part, le délégué général de l'Abef, Rachid Belaïd, a indiqué que l'Association prépare un programme de vulgarisation sur le paiement électronique en collaboration avec le ministère de l'Education nationale, le ministère de l'Enseignement supérieur et les organisations patronales. Il a affirmé que les banques publiques disposent, depuis quelques années déjà, d'une filiale dénommée Société des services bancaires, dont l'objectif est de contribuer au développement et à l'élargissement de l'activité monétique, la modernisation des technologies bancaires et l'utilisation des services bancaires électroniques, dont les TPE (terminaux de paiement électronique). Le délégué général de l'Abef a fait savoir que la Société d'Automatisation des Transactions Interbancaires et de Monétique (Satim) a déjà procédé au lancement du mobile-paiement permettant d'effectuer toute transaction depuis un téléphone mobile, mais aussi l'ouverture de comptes bancaires à distance grâce à la mise en œuvre de la certification électronique.

### **Un nombre très réduit de TPE**

La cheffe de division au GIE Monétique, Assia Benchabla, a révélé, quant à elle, qu'une enquête effectuée récemment auprès des commerçants a montré que sur plus d'un million de détaillants, seuls 49.916 parmi eux disposent d'un terminal de paiement électronique, alors le nombre des transactions en ligne a atteint plus de 900.000 opérations. Et d'indiquer que l'objectif est de convertir les opérations de retrait d'argent, avec carte CIB ou Edahabia d'Algérie Poste, au nombre de 15 millions, en opérations de paiement. Actuellement, 370 web-marchands sont adhérents au système de paiement sur internet par carte interbancaire. Il s'agit notamment des grands facturiers, à l'image de l'Algérienne des eaux, Sonelgaz, Algérie Télécom, les opérateurs de téléphonie mobile, les compagnies d'assurances et de transport aérien, a ajouté la représentante du GIE Monétique.

S'agissant de l'administration fiscale, le représentant de la DGI, Belkacem Yassef, a mis en exergue la généralisation progressive du système de télédéclaration et de télépaiement des impôts. Dans une première phase, l'opération est programmée à travers le portail électronique «Jibayatic» touchant 49 centres des impôts et centres de proximité des impôts. Il fera savoir que la DGI a entamé, elle aussi, des opérations de sensibilisation avant que toutes les opérations de déclaration fiscale ne soient obligatoirement électroniques.

## **Salon international Agrest-Expo : La 2e édition du 26 au 29 octobre prochain à Constantine**

La deuxième édition du Salon international « Agrest-Expo » se tiendra du 26 au 29 octobre prochain à Constantine, ont indiqué ce lundi les organisateurs dans un communiqué.

Cet évènement regroupant deux pavillons parallèles dédiés respectivement aux secteurs de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, vise essentiellement à « permettre aux opérateurs nationaux et étrangers de tisser des relations d'affaires et de partenariat à même d'exploiter les atouts et potentialités indéniables que comporte la région de l'Est algérien », ajoutent les organisateurs.

Plus de 250 entreprises algériennes et étrangères prendront part à cet évènement, dont près d'une soixantaine entreprises étrangères d'une dizaine de pays européens, africains, américains et asiatiques, « ce qui permettra aux opérateurs algériens de tisser des relations de partenariat et de bénéficier également des avancées techniques et technologiques ».

Organisé en partenariat avec l'Association nationale des exportateurs algériens (Anexal) et la Chambre de commerce et d'industrie « Rhumel » de Constantine, et des organisations patronales, le salon promet d'être aussi riche en conférences-débat thématiques animées par des experts autour des sujets les plus pertinents de l'heure.

L'élevage ovin, bovin, avicole et apicole, la céréaliculture, culture maraîchère, production laitière, arboriculture fruitière, santé animale constituent les principales filiales à exposer dans le pavillon dédié à l'agriculture, qui connaîtra la participation de près d'une centaine d'opérateurs algériens et étrangers. L'autre pavillon abritera des professionnels de l'industrie agroalimentaire, des équipements de transformation et des entreprises spécialisées dans l'emballage, avec une forte présence d'opérateurs dans ces filières qui enregistrent une croissance remarquables ces dernières années en Algérie.

Les étudiants et les porteurs de projets innovants bénéficieront d'espaces d'exposition à titre gracieux, afin de se mettre en contact direct avec les professionnels dans l'optique de faire valoir leurs projets et trouver éventuellement les moyens nécessaires pour leur concrétisation.



## **Les forêts de Bejaïa brûlent : Un lourd bilan**

Tard dans la soirée caniculaire de dimanche dernier, le feu brûlait encore dans la forêt de Bourbatach, dans la commune d'El Kseur.

Le wali de Bejaïa, Kamel Eddine Kherbouche, s'y est rendu afin de s'enquérir de la situation et de la mobilisation des moyens humains et matériels pour circonscrire le plus ravageur des incendies. Si c'était le plus important incendie (on pouvait voir la fumée monter dans le ciel crépusculaire depuis la ville de Bejaïa), il n'était pas le seul à ravager le couvert végétal. En effet, 19 incendies ont été enregistrés sur le territoire de la wilaya. L'intervention de l'ensemble des brigades de la Protection civile, appuyées par la brigade mobile, ont réussi à éteindre 16 feux. Les efforts se sont concentrés sur les incendies de Bourbatach, de Kefrida et Taskriout, avec l'aide des services de la Conservation des forêts, de l'ANP et de volontaires, renforcés par des unités de la Protection civile de Sétif.

Hier, toutefois, la forêt brûlait toujours à travers plusieurs communes, comme à Toudja, Fenaia, Adekar, Aokas ou Melbou. Un bilan macabre tombait à 11h. En effet, selon la Direction de la santé de Bejaïa, 9 décès ont été enregistrés, en majorité au lieudit Oued Das, dans la commune de Toudja. Les corps de 7 défunts ont été évacués au CHU Khelil-Amrane et le dernier à l'EPH d'Akbou. De plus, 36 personnes ont été admises pour blessures au CHU Khelil-Amrane, 10 à l'EPSP d'Adekar et 10 autres à l'EPSP d'El Kseur.

## **Accord de principe entre l'Argentine et le FMI**

Le gouvernement argentin et le Fonds monétaire international (FMI) ont annoncé dimanche être parvenus à un accord de principe sur les modalités de remboursement de la dette argentine de 44 milliards de dollars. «Les équipes du ministère argentin de l'Economie, de la Banque centrale et du FMI ont finalisé les principaux aspects du travail technique sur la prochaine révision», ont déclaré les deux parties sur leurs comptes Twitter. Ils se sont mis d'accord «sur les principaux objectifs et paramètres qui serviront de base à un "accord au niveau des services+ dont la finalisation, attendue dans les prochains jours, permettra ensuite de passer à la révision du programme de l'Argentine"», ont-elles ajouté. «L'accord vise à consolider l'ordre budgétaire et à renforcer les réserves, en reconnaissant le fort impact de la sécheresse, les dommages causés aux exportations et aux recettes fiscales du pays», ont-ils déclaré.

## **Bourse des valeurs mobilières: Lancement d'une consultation pour l'élaboration d'un nouveau règlement**

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) a lancé une consultation de place en vue de l'élaboration d'un nouveau texte réglementaire organisant et encadrant les mécanismes de fonctionnement de la Bourse des valeurs mobilières, a-t-elle indiqué dans un communiqué. Ce nouveau texte réglementaire qui viendra «en remplacement du Règlement 97-03 du 18 novembre 1997 existant», s'inscrit dans le cadre de «la nouvelle vision de la Commission qui vise à mettre à jour et à harmoniser les textes réglementaires relevant de sa compétence pour les adapter aux exigences actuelles et à la dynamique que connaît l'économie nationale depuis trois ans, ainsi qu'au Plan d'action du gouvernement visant à diversifier l'économie nationale et ses sources de financement», précise la même source. Cette consultation réunit les acteurs de la place financière d'Alger, à savoir la Société

de gestion de la Bourse (SGBV), le dépositaire central des titres, les intermédiaires en opérations de Bourse, les banques, les compagnies d'assurances et les sociétés de capital risque, est-il expliqué dans le document. Dans ce cadre, une séance de travail a eu lieu au siège de la SGBV le 25 juin dernier, entre les cadres des deux institutions, visant à définir les contours du nouveau règlement général de la Bourse. Une deuxième séance de travail s'est tenue au siège de la COSOB le 3 juillet courant, réunissant les cadres de la Commission et les représentants de la société de gestion de la Bourse, dépositaire central des titres et des intermédiaires en opérations Bourse. Cette réunion a eu pour objet d'étudier les propositions soumises par les partenaires pour aboutir à un document complet et efficace, explique, également, le communiqué. Selon le document, la COSOB œuvre par cette initiative afin d'«avoir un nouveau texte qui correspond aux pratiques et normes internationales en la matière». La Commission a noté dans son communiqué que d'autres réunions, toujours dans le même contexte, se tiendront à l'avenir.



## **RENCONTRE AÏMÈNE BENABDERRAHMANE – GIORGIA MELONI : L'axe Alger-Rome évolue à vive allure !**

À la faveur de la rencontre, dimanche après-midi, entre le premier ministre Aïmene Benabderrahmane, et la présidente du Conseil des ministres d'Italie, Giorgia Meloni, en tant que représentant du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et en parallèle des travaux de la Conférence internationale sur le développement et la migration qui se sont tenus en Italie, l'axe Alger-Rome semble se développer à une cadence sans précédent.

Une rencontre qui est venue ainsi marquer l'approfondissement et la consolidation de cette coopération bilatérale qui ne cesse de progresser, un partenariat qui trouve ses fondements dans le Mémorandum d'Entente stratégique, signé à Alger le 5 décembre 2020. L'occasion pour les deux parties de procéder à un échange approfondi sur les relations bilatérales algéro-italiennes et ses nouvelles perspectives, ainsi que sur les questions d'actualité régionale et internationale d'intérêt commun. Outre les questions migratoires et les grandes lignes du « processus de Rome » en vue de faire face à la migration

clandestine, évoquées durant cet entretien, et l'évaluation générale faite sur l'état de la coopération bilatérale entre Alger et Rome, le PM algérien a mis en avant la ferme volonté de l'Algérie de continuer à « œuvrer, avec le partenaire italien, en vue de consolider et de diversifier la coopération bilatérale pour englober tous les domaines et promouvoir les échanges économiques et l'investissement entre les deux pays ». Après avoir exprimé ses vifs remerciements au président Abdelmadjid Tebboune, et sa « précieuse contribution » à la conférence initiée par son pays, Meloni s'est félicitée du « niveau des relations bilatérales », tout en formant le vœu de voir les gouvernements des deux pays « continuer à travailler ensemble en vue de développer le partenariat algéro-italien ». À rappeler, dans le même sillage, que la dernière rencontre en date, entre les deux pays, s'était déroulée à Alger les 2 et 3 juillet derniers, à l'occasion de la tenue de la 2ème session du Dialogue Stratégique Algéro-Italien sur les relations bilatérales et les questions politiques et de sécurité globale, sous la coprésidence des secrétaires généraux des deux ministères des Affaires étrangères, en l'occurrence Lounès Magramane et Ricardo Guariglia. Étant le plus grand fournisseur de gaz de l'Italie, et un partenaire fiable dans le secteur automobile, l'Algérie est devenue un marché clé pour l'Italie. En effet, depuis 2021, les deux pays ont connu des relations exceptionnelles qui surpassent pratiquement tout autre rapport avec le reste du monde, une période sans précédent dans les relations entre les deux pays, démontrant les solides liens d'amitié entre les deux États. Rappelons, d'ailleurs, que le président Tebboune sera l'invité d'honneur de la 9e édition du dialogue méditerranéen qui se tiendra les 2 et 3 novembre prochains à Rome.



## **13E RÉUNION DES CONSEILLERS À LA SÉCURITÉ NATIONALE ET DES HAUTS REPRÉSENTANTS : Les BRICS préparent leur sommet.**



La 13e réunion des conseillers à la sécurité nationale et des hauts représentants des BRICS- le bloc regroupant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud – a commencé hier à Johannesburg en Afrique du Sud. Il s'agit d'une plateforme importante pour la coopération politique et sécuritaire des pays des BRICS. Au cours des deux jours de réunion, 24 et 25 juillet 2023, les partenaires des BRICS procèdent à des échanges approfondis sur la situation actuelle en matière de sécurité internationale et sur les questions d'intérêt commun, en vue de dégager un consensus et approfondir la coopération, de manière à apporter une contribution positive à un monde qui connaît des turbulences. En même temps, cette réunion sert à préparer politiquement le sommet des BRICS qui se tiendra en août de cette année. Selon les sources médiatiques chinoises, la discussion sur l'expansion des BRICS devrait figurer en bonne place à l'ordre du jour de cette réunion de hauts responsables des BRICS. Les observateurs ont noté que depuis sa création en 2006 en tant que BRIC (l'Afrique du Sud a été ajoutée en 2010), ce groupe d'économies émergentes a maintenu un esprit d'ouverture, d'inclusion et de coopération gagnant-gagnant, a pratiqué un véritable multilatéralisme, et a obtenu des résultats solides dans la coopération pragmatique, devenant ainsi de plus en plus attrayant pour les autres pays. Selon Anil Sooklal, ambassadeur d'Afrique du Sud auprès du BRICS, cité par les sources chinoises, plus de 40 pays, dont tous les principaux pays en développement du « Sud global », ont exprimé leur intérêt à devenir membres des BRICS, tandis que 22 pays ont officiellement demandé à y adhérer. Le président sud-africain, Cyril Ramaphosa a également invité les dirigeants de tous les pays africains au prochain sommet des BRICS à Johannesburg pour engager un dialogue avec les dirigeants des BRICS. Pour les experts, avec l'adhésion d'un plus grand nombre de pays en développement, les BRICS devraient mieux représenter les pays du Sud avec une voix plus forte sur la

scène mondiale. Ils relèvent qu'alors que les membres des BRICS représentent 42% de la population mondiale, ils disposent de moins de 15% des droits de vote à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international (FMI). Ils estiment que les pays africains et les pays des BRICS partagent des points de vue et des intérêts similaires dans l'amélioration et la réforme de l'ordre international actuel ainsi que du système de gouvernance mondiale. L'Afrique, dans son ensemble, peut lancer un appel conjoint avec les BRICS pour accélérer les réformes dans les secteurs financier, monétaire et autres. Ils affirment que rejoindre ou coopérer avec les BRICS aidera l'Afrique à élargir sa coopération avec davantage d'économies émergentes et de pays en développement et donnent l'exemple de la Nouvelle banque de développement des BRICS qui peut offrir à l'Afrique davantage d'opportunités en matière de commerce et d'économie, d'investissement et d'aide financière, entre autres. Pour rappel, dans une entrevue accordée à la Télévision centrale de Chine « CCTV », en marge de la visite d'État qu'il a effectuée en Chine, le président Abdelmadjid Tebboune a fait savoir que l'Algérie avait demandé officiellement à rejoindre la Nouvelle Banque de développement des BRICS, en tant qu'actionnaire, avec une première contribution à hauteur de 1,5 milliard de dollars, soulignant que l'adhésion de l'Algérie au groupe composé de cinq pays émergents « ouvre de nouvelles perspectives économiques ».



### **Au plus haut depuis avril : Le Brent à plus de 81 dollars**

Les prix du pétrole montaient encore ce lundi matin, à l'ouverture des marchés, la référence américaine atteignant même un plus haut depuis fin avril, même si l'élan du marché de l'or noir s'essouffait avant la réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed) aux conséquences importantes pour l'économie mondiale.

Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, prenait 0,81% à 81,73 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois gagnait 0,86% à 77,73 dollars après être monté à 77,84 dollars, un sommet en trois mois.

Galvanisés depuis fin juin par des annonces de baisses volontaires de l'offre de deux des trois plus grands producteurs mondiaux, l'Arabie saoudite et la Russie, les prix du brut ont enregistré la semaine dernière une quatrième semaine consécutive de hausse.

De mauvaises nouvelles sur le PIB chinois la semaine dernière n'ont que temporairement pesé sur les cours car "les investisseurs se concentrent sur les mesures de soutien à l'économie que Pékin pourrait déployer",

commentent des analystes.

La faiblesse de l'économie chinoise, dont le redémarrage déçoit après les longs confinements liés à la Covid-19, explique pourquoi les prix du pétrole restent en baisse depuis le début de l'année malgré le rebond des dernières semaines.

"Le ralentissement économique de la Chine, en particulier parce qu'il concerne le secteur industriel particulièrement gourmand en pétrole, signifie probablement que la demande de brut de la Chine sera moins

importante", estiment-ils.

Mais les acteurs du marché pétrolier se détournent lundi matin de la Chine ou de l'Arabie saoudite pour se focaliser sur la Fed, et dans une moindre mesure sur la Banque centrale européenne (BCE), qui publieront respectivement leurs décisions de politique monétaire mercredi et jeudi.

Des hausses des taux sont attendues de la BCE comme de la Fed, mais elles pourraient également signaler que la fin de leur cycle de hausse des taux approche, notent des analystes.

"Dans ce cas-là, l'optimisme sur l'économie devrait augmenter et entraîner une révision à la hausse des perspectives de la demande de pétrole, ce qui devrait faire augmenter les prix du baril", ajoutent-ils.



**Ouverture des plis pour la réalisation des 15 centrales solaires : Un pas en avant dans le programme des ENR.**

Le fort potentiel de l'Algérie en énergie solaire et l'exploitation de cette ressource renouvelable peut faire de l'Algérie un fournisseur fiable en électricité des pays voisins comme il l'est aujourd'hui pour le gaz.

C'est ce qu'a affirmé le ministre de l'Energie et des Mines dans son allocution à l'occasion de la cérémonie de l'ouverture des plis pour la réalisation du premier projet de centrales solaires d'une capacité de 2 000 mégawatts.

La cérémonie d'ouverture des plis s'est déroulée en présence du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, du président directeur général (PDG) du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal, et du directeur général de l'Agence internationale des énergies renouvelables (IRENA), Francesco La Camera.

Un total de 90 plis a été ouvert par la commission chargée de cette mission, sachant que l'appel d'offres a suscité l'intérêt de 140 candidats (unique ou en groupement) ayant retiré le cahier des charges, dont 34 entreprises algériennes et 106 étrangères représentant 20 pays. Le projet de 2000 MWc consiste en la réalisation de 15 centrales solaires photovoltaïques, à travers 12 wilayas, avec une puissance unitaire qui varie entre 80 à 220 MWc, ainsi que la réalisation d'ouvrages de raccordement au réseau de transport de l'électricité.



### **Avec un PIB de 192 milliards de dollars : L'Algérie, 4e puissance économique africaine**

L'Algérie reste un géant dans l'économie africaine. Selon le rapport du site « Business Insider Africa », publié aujourd'hui, l'Algérie figure toujours dans le TOP.

Avec un PIB (Produit intérieur brut), critère ultime pour évaluer la richesse des nations et mesurer leur taux de croissance économique, de 192 milliards de dollars, l'Algérie figure dans le top 10 africain des économies les plus puissantes.

Elle occupe la 4e place du classement derrière le Nigéria et l'Egypte, grâce à un PIB de 477 mds \$, et l'Afrique du Sud (406 mds \$). « Avec d'abondantes réserves de pétrole et de gaz naturel, l'industrie pétrochimique algérienne contribue à son PIB de 192 milliards de dollars.

Cela positionne l'Algérie comme une « force économique majeure en Afrique du Nord », note le rapport.

L'Algérie devance le Maroc (134 mds \$), l'Éthiopie (127 mds \$), le Kenya (113 mds \$), l'Angola (107 mds \$), la Tanzanie (75,71 mds \$), et le Ghana (72,84 mds \$). Selon le dernier rapport du Fonds monétaire international (FMI), l'Algérie devrait garder sa place dans le classement de top 10 des grandes économies africaines du moins jusqu'à 2026.

Néanmoins, ces prévisions pourraient changer selon l'évolution de la situation économique et financière internationale et la volonté des États africains à restructurer leur système économique et commercial afin de faire face au défi climatique, énergétique, alimentaire et technologique.

Concernant l'Algérie, ces changements devraient évoluer dans le bon sens au vu des efforts déployés, ces dernières années, et qui ouvrent au pays des perspectives économiques très ambitieuses.

Au niveau national, les autorités algériennes ont relancé les plus grands chantiers à l'arrêt depuis des décennies et ont mis en œuvre de nouvelles politiques d'investissement, permettant d'attirer les investisseurs étrangers et hisser la valeur des IDE dans le pays.



## **Fonctionnement de la Bourse : la Cosob prépare un nouveau texte réglementaire**

La Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB) indique dans un communiqué avoir lancé une consultation de place en vue de l'élaboration d'un nouveau texte réglementaire organisant et encadrant les mécanismes de fonctionnement de la Bourse des valeurs mobilières.

Ce nouveau texte s'inscrit dans le cadre de « la nouvelle vision de la Commission qui vise à mettre à jour et à harmoniser les textes réglementaires relevant de sa compétence pour les adapter aux exigences actuelles et à la dynamique que connaît l'économie nationale depuis trois ans, ainsi qu'au plan d'action du gouvernement visant à diversifier l'économie nationale et ses sources de financement ».

Cette consultation, précise la même source, réunit les acteurs de la place financière d'Alger, à savoir la Société de gestion de la Bourse (SGBV), le dépositaire central des titres, les intermédiaires en opérations de bourse, les banques, les compagnies d'assurances et les sociétés de capital risque.

Selon le document, la COSOB œuvre par cette initiative afin d' « avoir un nouveau texte qui correspond aux pratiques et normes internationales en la matière ».



### **Adhésion de l'Algérie au BRICS : L'analyse d'Abdelmalek Serrai, expert international en économie**

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui effectuait une visite d'Etat en Chine, courant de la semaine écoulée a confirmé la volonté de l'Algérie de rejoindre la Nouvelle Banque de développement des BRICS, avec une première contribution à hauteur de 1,5 milliard de dollars, soulignant que l'adhésion de l'Algérie au groupe composé de cinq pays émergents «ouvre de nouvelles perspectives économiques».

Pour nombre d'experts, «l'adhésion de l'Algérie au Brics est une ambition stratégique et importante», d'autant que «ce groupe défend les mêmes valeurs auxquelles l'Algérie aspire, notamment la préservation de la souveraineté des Etats et la garantie de l'indépendance de la prise de décision». Cette organisation offre aussi des financements sans imposer de conditions aux pays.

« Cette participation de l'Algérie est symbolique, mais le bénéfice est tellement important dans le futur, car les deux banques des Brics (NBD, CRA) ont été créées essentiellement pour supporter de grands projets en Afrique, ce qui est le cas notamment de l'Algérie », estime de son côté Abdelmalek Serrai, expert international en économie.

« Nous serons donc un grand bénéficiaire de cette banque. Ce n'est pas la simple contribution d'un milliard et demi de dollars dans cette banque qui est important, mais les dizaines de milliards de dollars que contiennent ces banques des Brics, qui vont servir aux grands projets structurants du développement de l'Algérie du futur », analyse-t-il en effet dans un entretien à nos confrères d'Algérie Aujourd'hui relevant que l'Algérie a, en perspectives, plusieurs

grands projets qui coûtent des milliards de dollars, notamment ceux en rapport avec le renforcement des ports et du transport aérien pour aller vers l’Afrique et l’Asie, ainsi que les milliers de kilomètres de chemins de fer, qui est un marché énorme évalué à près de 18 milliards de dollars et qui est appelé à évoluer grâce au développement du réseau du sud, pour l’acheminement des marchandises vers l’Afrique à moindre coût.

« Un nouvel enjeu économique et financier, mais aussi diplomatique et géopolitique, est en train de se former, avec un nouveau centre de gravité qui s’est constitué en Asie centrale », a soutenu l’expert assurant que le plus important pour l’Algérie est sa situation géopolitique qui est très importante dans le bassin méditerranéen et au Sahel.

« C’est un pays qui est considéré, du point de vue de la sécurité mondiale, un pivot international reconnu non seulement par rapport à ses frontières, mais aussi à son ciel, car c’est un repère mondial et un centre de toute navigation spéciale » a-t-il relevé.

Pour lui, l’Algérie a aussi réussi à conforter son armée et assurer, donc, sa sécurité qui est un avantage aussi pour les pays des Brics.

Donc l’Algérie « a une position géostratégique complémentaire pour les positions de la Chine qui fait de gros investissements en Afrique, mais également dans les pays où l’Algérie a réussi à améliorer ses relations économiques et diplomatiques, notamment l’Afrique du Sud, le Brésil et l’Inde ».



## **UGTA : Amar Takdjout nouveau Secrétaire général**

Amar Takdjout a été élu en tant que nouveau secrétaire général de l’Union générale des travailleurs algériens (UGTA) lors du 14e Congrès extraordinaire de l’organisation syndicale, qui s’est tenu à Alger. Cette élection s’est déroulée ce dimanche et a été marquée par une forte majorité en faveur de M. Takdjout.

Avant d’occuper ce nouveau poste, Amar Takdjout était le secrétaire général de l’Union de la wilaya d’Alger et avait également présidé la Fédération nationale des textiles. Il a joué un rôle important au sein de la centrale syndicale en tant que membre du secrétariat national pendant de nombreuses années.



## **L'Algérie a déposé une demande pour devenir un actionnaire de la Banque des Brics**

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a fait savoir que l'Algérie a déposé une demande officielle pour devenir actionnaire de la Nouvelle Banque de Développement des Brics avec une première contribution financière de l'ordre de 1,5 milliard de dollars.

Lors une interview accordée à la télévision centrale de Chine [CCTV](#), a indiqué que la demande a été adressée à directrice de la Banque des Brics, Dilma Rousseff, ancienne présidente du Brésil.

Le président Tebboune a également rappelé que l'Algérie a demandé officiellement à adhérer le groupe des Brics formé par le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. Le groupe a été lancé formellement en 2009.

« Nous avons demandé officiellement à rejoindre le groupe des Brics et sa Nouvelle Banque de développement en tant qu'actionnaire avec une première contribution à hauteur de 1,5 milliard de dollars », a déclaré le chef de l'Etat.

Pour ce qui est du souhait de l'Algérie d'intégrer les Brics, M. Tebboune a expliqué que « c'est pour ouvrir de nouveaux horizons, notamment économiques ». « Le monde des Brics nous est plus favorable », a-t-il dit, estimant que institutions onusiennes, tels que le FMI et la Banque Mondiale « ne servent plus les pays pauvres et émergents », et c'est pour cela que l'Algérie et la Chine réclament la révision de plusieurs aspects relatifs aux institutions onusiennes.

Le chef de l'Etat a également indiqué que l'Algérie et la Chine militent depuis des années pour « un monde meilleure, où règne plus de justice, particulièrement en matière d'aides aux pays pauvres ». Selon M. Tebboune, les deux pays militent aussi pour un monde « multipolaires ».

## صعوبات تواجه الحزب الشعبي لتشكيل الحكومة

### مصير العلاقات بين الجزائر وإسبانيا معلق إلى إشعار آخر

مثلما كان متوقعا، خسر رئيس الحكومة الإسبانية، وزعيم الحزب الاشتراكي العمالي، بيدرو سانشيز، الانتخابات التشريعية المسبقة التي جرت الأحد 23 جويلية 2023، أمام منافسه وغريمه الحزب الشعبي اليميني بقيادة ألبيرتو نونيث فايخو، غير أن النتائج لم تكن حاسمة بالشكل الذي يمكن أي من الحزبين من تشكيل الحكومة بمفرده، ما دفع المراقبين إلى ترقب إعادة هذه الانتخابات في شهر نوفمبر المقبل . ولم تكن الانتخابات التشريعية الإسبانية مهمة بالنسبة للجزائر، لو لم تكن العلاقات الثنائية تمر بقطيعة غير مسبوقة، بسبب انحراف موقف حكومة مدريد بقرار شخصي من بيدرو سانشيز، بشأن القضية الصحراوية السنة المنصرمة، ما تسبب في سحب الجزائر لسفيرها من إسبانيا وتبعها فرض عقوبات اقتصادية على مدريد كانت لها تداعيات وخيمة على الاقتصاد الإسباني. أهمية الانتخابات التشريعية الإسبانية بالنسبة للجزائر، نابعة من قرار الرئيس عبد المجيد تبون وقف أي تواصل مع الحكومة الإسبانية في ظل حكومة بيدرو سانشيز، بسبب "موقفها غير الودي"، وهو ما جعل كل من الجزائر والنظام المغربي يتابعان باهتمام بالغ نتائج هذه الانتخابات، باعتبارها حاسمة لمصير الحكومة المنتهية. فهل ستصب هذه النتائج في اتجاه ما كانت تنتظره الجزائر؟ يتعين على الحزب الشعبي الذي حصل على 136 مقعد المفضل من قبل الجزائر، وحليفه "حزب فوكس" اليميني المتطرف الفائز بـ33 مقعدا، الحصول على 176 مقعدا من أجل قيادة الحكومة دونما مساع لإبرام تحالفات مع أحزاب أخرى صغيرة، لأنه حصل رفقة حزب "فوكس" مجتمعين على 172 مقعدا بدعم بعض الأحزاب الصغيرة، فيما حصل حزب بيدرو سانشيز على 122 مقعدا فقط، وحليفه "سومر" على 31 مقعدا، أي 153 مقعدا. ويعتبر طرح الحزب الشعبي الأفضل بالنسبة للجزائر، لأنه وعد خلال الحملة الانتخابية باستعادة العلاقات معها، كما وعد بتصحيح الموقف الإسباني من القضية الصحراوية عبر العودة للقانون الدولي، وهو ما كان الجانب الجزائري ينتظره. وبالفعل فإن نتائج الانتخابات التشريعية تخول ملك إسبانيا، فيليب السادس، دعوة رئيس الحزب، ألبيرتو نونيث فايخو، لتشكيل الحكومة. يقول المحلل السياسي طالب علي سالم، المقيم في إسبانيا لـ"النشروني": "إن مفتاح تشكيل الحكومة المقبلة، هو حزب كتلاني صغير حصل على سبعة مقاعد، ذو نزعة انفصالية. إذا قرر هذا الحزب دعم الحزب الشعبي فإنه سيشكل الحكومة المقبلة من دون صعوبة، والمشكل في هذا الحزب هو أن أمينه العام يتواجد في بروكسل لاجنا سياسيا، ومتابع من قبل العدالة الإسبانية، بسبب مواقفه المطالبة بالانفصال عن إسبانيا."

ويضيف: "الشرط الذي طرحه في تصريحه من بروكسل، وهو التحالف مع من يقبل إقامة استفتاء في كتالونيا من أجل انفصالها عن إسبانيا، وهذا طبعا يرفضه الحزب الشعبي اليميني، كونه يقدر الوحدة الترابية الإسبانية، ويعارض قبول هذا الشرط، ومن ثم فالتحالف معه يبقى صعبا جدا. وفيما يتعلق

بالحزب الاشتراكي (حزب سانشيز)، فهو يرفض أيضا هذا الشرط، لأن استفتاء الاستقلال في كتالونيا غير دستوري، وحتى إذا قبل سانشيز بهذا الشرط جريا وراء بقائه في المنصب، فإن الملك سيتدخل لحماية الدستور، لسحب التكليف من رئيس الحزب الاشتراكي، وقد يتدخل حتى الجيش في حال حاول سانشيز القفز على الدستور الإسباني. ”

ويرى المحلل السياسي المقيم في إسبانيا، أن “الوضع معقد جدا وسنرى في الأيام المقبلة كيف ستجرى المفاوضات بين الأحزاب”، ويذهب المتابعون للشأن السياسي الإسباني إلى الاعتقاد بأن الحزب الكتالاني سوف لن يقدم دعمه لأي من الحزبين الرئيسيين، الحزب الشعبي بزعامة نونيث فايخو، والحزب الاشتراكي بزعامة بيدرو سانشيز، ويقول طالب علي سالم، إن هذا يعني الذهاب إلى انتخابات تشريعية أخرى مرتقبة في شهر نوفمبر المقبل.

وبخصوص احتمال بقاء سانشيز في رئاسة الحكومة الإسبانية وأثره على العلاقات مع الجزائر، يرى سالم: أنه “إذا استطاع سانشيز تشكيل الحكومة المقبلة، فإنها ستكون سابقة في التاريخ الإسباني الحديث، كما تقول الصحافة الإسبانية، وهو أن يشكل حزب خاسر في الانتخابات الحكومة، بدعم من أحزاب صغيرة، وإذا حصل ذلك فإن العواقب ستكون وخيمة جدا على القضية الصحراوية وحتى على العلاقات مع الجزائر، التي ستظل في هذا الجمود، لاسيما وأن بيدرو سانشيز في مفاوضات مفتوحة لتسليم أجواء الصحراء الغربية للنظام المغربي، والخطوات المقبلة ستكون داعمة للمغرب.”

وخلص المتحدث إلى الاعتقاد بأن “الحزب الشعبي سيكون الأفضل للقضية الصحراوية، وإن كان ليس داعما لها، بل لأنه يدافع عن إعادة [العلاقات](#) مع الجزائر ويعتزم مراجعة السياسة الخارجية مع المغرب، والعودة إلى القانون الدولي فيما يتعلق بالقضية الصحراوية.”

**الشروق**  
إخبارية وطنية

## تُمارُ زيارات الرئيس تبون إلى روسيا والصين وقطر وتركيا

تُعتبر دبلوماسية القمة أحد أكثر الأدوات فعالية في السياسة الخارجية للدول، حيث تُستخدم لوصف العمليات الدبلوماسية والتفاوض والتشاور على مستوى القمة بين قادة الدول والحكومات. ويتم تنظيم هذه القمم عادة على نطاق دولي أو ثنائي وتتميز بتحقيق أعلى مستوى من التفاوض والتباحث حول القضايا الدولية الهامة والملفات الحيوية والتحديات العالمية المشتركة، كما تُعنى هذه القمم بمناقشة المصالح المشتركة وتعزيز التعاون الاقتصادي والسياسي والأمني.

الرئيس تبون.. دبلوماسية فعالة من أجل اقتصاد سيادي اتفاقيات مثمرة في التعاون وفق مبدأ “رابح-رابح”

خلال زيارته الأخيرة لروسيا، قطر، الصين وتركيا، ركز رئيس الجمهورية السيد عبد المجيد تبون، على تجسيد هذا المبدأ وتحمل عبء إعادة أمجاد الدبلوماسية الجزائرية بمنطق براغماتي جديد، هدفه هو تحقيق تعاون اقتصادي وتنسيق استراتيجي وسياسي مع هذه الدول، بالإضافة إلى جميع الدول التي تسعى لتكوين شراكات مجدية مع الجزائر.

## تعزير العلاقات مع قطبي النظام الدولي

خلال جولته، قام رئيس الجمهورية بزيارة كل من روسيا في شهر جوان الماضي والصين في الأيام القليلة الماضية. وتعدّ كل من روسيا والصين أحد أقطاب النظام الدولي الحالي، نظرًا لعدة اعتبارات سياسية واقتصادية وأمنية؛ فروسيا تمتلك أقوى الصناعات العسكرية في العالم، وهي الثالثة عالميًا في ميزانية الدفاع بعد الولايات المتحدة الأمريكية والصين، كما تُعدّ روسيا أحد أكبر منتجي ومصدري النفط والغاز الطبيعي في العالم، وتمتلك ثروات معدنية هائلة، خاصة فيما يتعلق بالحديد والألمنيوم، وتمتلك روسيا صناعة فضاء متطورة توازي نظيرتها في الولايات المتحدة الأمريكية.

وخلال الزيارة التي قادته إلى روسيا، سعى رئيس الجمهورية للاستفادة من الخبرة الروسية في هذه المجالات، ووقع مع الرئيس الروسي فلاديمير بوتين على وثيقة تعزير الشراكة الاستراتيجية بين البلدين، وتم التوقيع على مذكرات تفاهم تاريخية تشمل كل المجالات تقريبًا، بما في ذلك مجال استكشاف الفضاء الخارجي للأغراض السلمية.

بالإضافة إلى ذلك، رحبت روسيا بانضمام الجزائر إلى مجموعة "بريكس"؛ مجموعة تمثل للجزائر فرصة جيدة لزيادة نفوذها الإقليمي وتنويع اقتصادها وتعزير انفتاحها. ويُشكّل انضمام الجزائر لمجموعة "بريكس" فرصة استراتيجية للدولة، حيث تمثل دول "بريكس" ما يزيد عن 30٪ من إجمالي الناتج المحلي العالمي.

زيارة الدولة الثانية لرئيس الجمهورية قادته إلى الصين، وهي زيارة تُعدّ مناسبة هامة، نظرًا للتحوّل الاقتصادي الكبير الذي عرفته الصين خلال العقد الأخيرين. فقد كانت الصين في الماضي توصف بـ«العماق النائم»، لكنها استفادت ونمت بشكل مذهل، لتصبح ثاني أكبر اقتصاد في العالم بعد الولايات المتحدة الأمريكية، بناتج محلي إجمالي يتجاوز 15 تريليون دولار.

كما أصبحت الصين أكبر مصدر للسلع في العالم، متفوقة على الدول الصناعية التقليدية مثل ألمانيا واليابان. هذا النمو الاقتصادي الكبير جعل الصين تحظى بأهمية استراتيجية في السياسة العالمية والتجارة الدولية.

تاريخيًا، ترتبط الجزائر والصين بعلاقات سياسية قوية وطويلة، تمتد إلى فترة ما قبل استقلال الجزائر، حيث قدمت الصين دعمًا قويًا للجزائر من خلال اعترافها بالحكومة الجزائرية المؤقتة، وهي أول دولة غير عربية تقوم بذلك، مما عزّز العلاقات الثنائية بين البلدين.

كما قدمت الجزائر دعمًا قويًا للصين خلال محاولات حرمانها من مقعدها الشرعي في مجلس الأمن، وإقصائها من الأمم المتحدة. هذه المواقف تعكس التضامن والتعاون القوي بين الجزائر والصين في المحافل الدولية. وتعتبر الجزائر تايوان جزءًا لا يتجزأ من الصين، وهذا يعكس موقف الجزائر المبدئي والداعم لوحدة الصين وعدم التدخل في شؤونها الداخلية.

خلال الزيارة التي قادها الرئيس تبون إلى الصين، سعى لتعزير التعاون الاقتصادي مع هذا البلد في جميع المجالات، خاصة أن الصين تُعتبر الشريك التجاري الأول للجزائر. وتُعدّ الصين أيضًا الشريك الأول في المشاريع الكبرى التي أطلقتها الجزائر لاستغلال ثرواتها المعدنية، نذكر من بينها مشروع غارا جبيلات لاستغلال خام الحديد في تندوف الذي بلغت قيمة الاستثمارات فيه حوالي 7 ملايين دولار، ومشروع استغلال مناجم الفوسفات في تبسة بقيمة استثمارية تقدر بنحو 6 ملايين دولار.

ووقعت الجزائر والصين، في زيارة الرئيس الأخيرة، العديد من الاتفاقيات الاقتصادية، شملت العديد من المجالات، مثل صناعة السيارات، التعليم، والفلاحة.

وخلال اجتماعه في إقليم شنزن، مع ممثلي الجالية الجزائرية في الصين، قال رئيس الجمهورية: "المشاريع والاتفاقيات المبرمة مع الجانب الصيني، ضخمة ومتبادلة النفع للبلدين"، مؤكداً أن الصين سوف تضخ 36 مليار دولار استثمارات في الجزائر في قادم السنوات.

بالإضافة إلى ذلك، رحبت الصين بانضمام الجزائر إلى مجموعة "بريكس"، وتأمل الجزائر في الحصول على دعم الصين للانضمام إلى المجموعة، نظراً لدورها البارز وتأثيرها داخل المجموعة. ويتطلع الجانبان الجزائري والصيني إلى أن يصل مستوى التعاون الاقتصادي بين البلدين إلى مستوى يُعادل العلاقات التاريخية التي تربطهما.

ويرى أستاذ العلوم السياسية والعلاقات الدولية، الدكتور علي بوساحة، أن دبلوماسية القمة تعتبر أرقى الأدوات المستخدمة في مجال التفاوض والتعاون الدولي، لأن التنسيق يكون على أعلى مستوى، ما يساهم في تذليل كل الصعاب والتحديات التي قد تكون عائقاً أمام تجسيد الاتفاقيات الموقعة بين الدول، وهذا ما عمل على تحقيقه رئيس الجمهورية في الزيارات التي قام بها، التي تعتبر تاريخية بكل المقاييس. واعتقد أنها سوف تؤرخ لعصر جديد في العلاقات الجزائرية- الروسية والعلاقات الجزائرية- الصينية بالتحديد.

تنسيق وتعاون إقليمي مهم

علاوة على ذلك، أجرى رئيس الجمهورية زيارة إلى دولة قطر الشقيقة. ودعا الطرفان الجزائري والقطري إلى ضرورة تعزيز العمل العربي المشترك، لاسيما وأن الدولتين متوافقتان في الرأي حول العديد من القضايا الإقليمية والدولية.

وترتبط الجزائر وقطر بعلاقات اقتصادية كبيرة نمت في العقود الأخيرة. ومن أوجه هذا التعاون، الاستثمار القطري في مجال الحديد والصلب، وكذلك الاستثمار في مجال الرعاية الصحية، لاسيما المستشفى الجزائري- القطري- الألماني.

كذلك، شملت جولة الرئيس تركيا التي تعدّ أكبر مستثمر أجنبي في الجزائر بأكثر من 5 ملايين دولار، مع تواجد أكثر من 1400 شركة تركية ناشطة بالجزائر. وتعول الجزائر كذلك على الجانب التركي لتحقيق نمو اقتصادي في بعض القطاعات التي تمتلك فيها تركيا خبرة لا بأس بها، لاسيما في مجال النسيج والحديد والصلب. وترى تركيا في الجزائر شريكا استراتيجيا مهما باعتبار الجزائر أكبر منتج ومصدر للغاز الطبيعي في إفريقيا.

يرى العديد من المتابعين للشأن الجزائري، أن الزيارات الأخيرة التي قام بها رئيس الجمهورية إلى مجموعة من الدول، سوف يكون لها دور كبير في دعم النمو الاقتصادي في البلاد في قادم السنوات، لاسيما تعزيز الصادرات خارج قطاع المحروقات ودعم الإنتاج المحلي. وبدأت نتائج هذه السياسة تؤتي أكلها، لاسيما وأن البنك الدولي أشار في تقريره الأخير إلى تحسن كبير في القطاع غير النفطي في الجزائر.



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

✉ [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

☎ Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



@MFinance\_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger